

Uniformes de l'armée française en 1884

Armand-Dumaresq, Édouard (1826-1895). Uniformes de l'armée française en 1884. [s.d.].

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

N° 34

CAHIERS D'ENSEIGNEMENT
ILLUSTRÉS

LES

BATAILLONS SCOLAIRES

PAR

J. GEOFFROY

TEXTE

PAR

DÉSIRÉ LACROIX



PORTE-DRAPEAU

PRIX 0.50

L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE

A L'ÉCOLE

I

L'enseignement militaire donné aux enfants des écoles n'est pas une idée nouvelle, il faut en faire remonter l'origine à la Révolution de 1789.

Dans un rapport sur l'instruction publique, présenté à la Constituante au nom du Comité de Constitution, Talleyrand demandait déjà qu'il soit donné à la jeunesse une éducation physique et militaire, en même temps que l'enseignement intellectuel; à cet effet il proposait d'instituer :

1° Des écoles primaires destinées à la première jeunesse et dans lesquelles, pendant les récréations, on exercerait les enfants à des jeux propres à fortifier et à développer le corps;

2° Des écoles de districts, où les enfants seraient admis à partir de l'âge de huit ans, et dans lesquelles commencerait *l'enseignement militaire*;

3° Et des écoles départementales, où l'on enseignerait aux jeunes gens l'art militaire. Le rapporteur demandait ensuite « que le premier apprentissage de l'art militaire fût transporté à sa véritable place, dans le ressort de l'Instruction publique. »

A l'Assemblée législative, Condorcet présenta, au nom du Comité de l'Instruction publique, un nouveau projet d'éducation nationale, procla-



CLAIRONS, FIFRES ET TAMBOURS

mant la nécessité de développer les facultés physiques, morales et intellectuelles de l'enfant, et instituant des professeurs d'art militaire pour la jeunesse.

En 1792, Romme soumit également un plan d'éducation nationale basé sur les idées émises dans les projets précédents de Talleyrand et de Condorcet, et admettant le principe de l'enseignement militaire.

A la même époque, Rabaud-Saint-Étienne disait dans son rapport sur les fêtes nationales. « En chaque ville, bourg ou village, les enfants de dix ans et au-dessus seront formés aux premiers exercices militaires. En chaque canton ils seront exercés aux évolutions et manœuvres jusqu'à l'âge de quinze ans, où tous devront être instruits. »

Le 26 juin 1793, le nouveau Comité d'Instruction publique fit présenter par Lakanal, un projet dont les articles 25 et 26 portaient : « Les élèves des écoles nationales sont instruits dans les exercices les plus propres à entretenir et à développer la force et l'agilité du corps. Les garçons sont élevés surtout aux exercices militaires, auxquels préside un officier.

Un autre projet, dû à Ch. Delacroix portait : « Il sera établi dans chaque maison d'éducation un ou deux anciens vertueux soldats, chargés d'instruire les enfants dans les exercices et évolutions militaires.... Les enfants se diviseront en dizaines, cinquantaines et centaines. Ils seront armés de piques; il sera donné à chaque « cinquantaine » quelques arcs pour ceux au-dessous de douze ans, et quelques fusils pour les autres, au moyen de quoi ils s'exerceront par pelotons, alternativement, à tirer au but.

Le 30 octobre 1793, Romme, d'accord avec Lakanal et le Comité d'Instruction, déposa un projet portant que tout garçon, depuis l'âge de six ans, est inscrit dans les écoles nationales, où les exercices gymnastiques et militaires devront être enseignés concurremment avec les métiers manuels et les diverses branches de l'enseignement intellectuel.

Un contre-projet ajoutait : « Dans chaque commune, un citoyen

choisi par les municipalités enseignera aux enfants mâles le maniement des armes, et les jeunes gens de la commune feront l'exercice aux mêmes lieux, jours et heures que les enfants. »

Le Directoire, comme la Convention s'est également préoccupé de la même question, et au Conseil des Cinq-Cents Jourdan présenta un projet de conscription dans lequel il réclamait pour les enfants l'éducation militaire, à côté de l'éducation intellectuelle et professionnelle.

Mais ces décrets, ces projets et ces plans ne furent exécutés qu'en partie; on créa bien à Paris et dans les départements quelques bataillons de pupilles; là s'arrêta la patriotique initiative des ardents promoteurs de l'enseignement militaire.

Sous le premier Empire on songea bien encore à cet enseignement, mais il ne fut prescrit que pour les jeunes gens des collèges, et il en fut longtemps ainsi, avant que l'idée ne revint de faire pénétrer l'enseignement militaire dans l'école primaire.

Pour la voir revivre, cette patriotique idée, il faut arriver jusqu'au 3 février 1869, époque où un décret rendu sur la proposition de M. Duruy, alors ministre de l'instruction publique, régleme l'enseignement de la gymnastique dans les lycées et collèges, les écoles primaires communales et les écoles normales primaires. Le programme qui y était annexé comprenait pour les écoles primaires quelques éléments de manœuvres militaires, notamment pour les élèves de onze ans et au-dessus : composition d'un peloton; marche en bataille, en avant marche oblique, etc., etc. Mais cette fois encore ce ne fut que dans les lycées et collèges et un peu, pourtant, dans les écoles normales, que s'exécuta en partie, le décret du 3 février 1869. Puis, la guerre arrive et lorsque tout le monde dut partir ou put constater malheureusement que six hommes *au moins* sur dix ne savaient ou tenir un fusil ou même marcher au pas!



II

Mais cette guerre fatale de 1870 a paru nous servir de leçon terrible : aussitôt après un grand courant d'opinion se manifesta en faveur d'une éducation militaire à donner à la jeunesse française, dès 1871 ; le ministre de l'instruction publique invitait les recteurs à tenir la main à ce que les décrets et règlements relatifs à la gymnastique fussent observés, et il leur transmettait une circulaire du ministre de la guerre disant : « Le gouvernement attache la plus grande importance à ce que les exercices corporels, y compris le maniement du fusil, occupent désormais une large place dans l'éducation de la jeunesse. »

Dès ce moment l'initiative des municipalités et des particuliers vint en aide, sur un grand nombre de points du territoire, aux efforts du ministère de l'instruction publique. Dans beaucoup de communes, d'anciens militaires, officiers, sous-officiers et soldats, des gendarmes, des gardes champêtres, montrèrent le plus grand empressement à apprendre aux enfants les premières notions de la gymnastique et des exercices militaires.

A Paris, le 4 novembre 1880, le conseil municipal était saisi d'une proposition de M. Aristide Rey, ayant pour objet d'organiser en bataillons armés et équipés les enfants des écoles communales. Le 19 juillet suivant cette proposition ayant été acceptée, un premier *bataillon scolaire* fut aussitôt organisé dans le cinquième arrondissement. Peu de temps après d'autres bataillons d'élèves se formaient en province, et bientôt chaque département se mit en mesure d'avoir le sien.

Pour mieux encourager et régulariser ce remarquable élan, le ministre de l'instruction publique ne voulut pas seulement se borner à faire inscrire, dans le plan d'études des écoles normales et dans celui des écoles primaires, les programmes d'exercices militaires, il voulut aussi



ADJUDANT.



CAPORAL.

assurer aux bataillons scolaires, dont les municipalités seules avaient jusque-là pris en main la formation, le concours effectif de l'État. A cet effet il prépara, de concert avec les ministres de la guerre et de l'intérieur, un décret et un arrêté relatifs à la formation des bataillons scolaires, à l'instruction militaire et aux exercices de tir.

Ce décret et cet arrêté, qui portent la date du 6 juillet 1882, donnèrent dès lors, une consécration officielle aux créations dues au zèle des municipalités. En voici les principales dispositions :

« Tout établissement public d'instruction primaire ou secondaire, ou toute réunion d'écoles publiques comptant de deux cents à six cents élèves âgés de douze ans et au-dessus pourra, sous le nom de *bataillon scolaire*, rassembler ses élèves pour les exercices gymnastiques et militaires pendant toute la durée de leur séjour dans les établissements d'instruction.

« Aucun bataillon scolaire ne sera constitué sans un arrêté d'autorisation rendu par le préfet. Cette autorisation ne pourra être accordée qu'après que le groupe d'enfants destiné à former le bataillon aura été reconnu capable d'exécuter l'école de compagnie.

« Il sera procédé à cette constatation par les soins d'une commission de trois membres, savoir : deux officiers désignés par l'autorité militaire et l'inspecteur d'académie ou son délégué.

« Chaque bataillon scolaire se composera de quatre compagnies dont chacune comprendra au moins cinquante enfants.

« Ne pourront faire partie du bataillon les élèves que le médecin attaché à l'établissement aura déclarés hors d'état de participer aux exercices gymnastiques et militaires du bataillon.

« Tout bataillon scolaire est placé sous les ordres d'un instructeur en chef et d'instructeurs adjoints désignés par l'autorité militaire.

« La répartition des élèves dans les diverses compagnies est faite sur la proposition des chefs d'établissement par l'instructeur en chef.

« Un maître au moins de chaque établissement scolaire dont les élèves



font partie du bataillon devra assister aux réunions du bataillon. Ces réunions auront toujours lieu, sauf autorisation spéciale de l'instructeur d'académie, en dehors des heures de classe réglementaires.

« Le bataillon scolaire ne pourra être armé que de fusils conformes à un modèle adopté par le ministre de la guerre et poinçonnés par l'autorité militaire. Ces fusils, dont la fabrication sera abandonnée à l'industrie privée, devront présenter les trois conditions suivantes : n'être pas trop lourds pour l'âge des enfants; comporter tout le mécanisme du fusil de guerre actuel; n'être pas susceptibles de faire feu, même à courte portée.

« Pour les exercices du tir à la cible, les élèves des bataillons scolaires âgés de quatorze ans au moins, et que l'instructeur en chef aura désignés comme aptes à y prendre part, seront conduits au stand ou au champ de tir et y seront exercés avec le fusil scolaire spécial, dans les conditions réglées par un arrêté des ministres de la guerre et de l'instruction publique.

« Aucun uniforme ne sera obligatoire. Les uniformes qui pourraient être adoptés par les bataillons scolaires devront être autorisés par le ministre de l'instruction publique¹.

« Les caisses des écoles pourront seules être autorisées par le préfet à fournir aux élèves, dans des conditions à déterminer par des règlements locaux, tout ou partie des objets d'habillement jugés nécessaires.

« Les établissements libres d'instruction primaire et secondaire qui déclareront se soumettre à toutes les prescriptions du présent décret sont autorisés soit à incorporer leurs élèves dans le bataillon scolaire du canton, soit, si leur effectif est suffisant, à former des bataillons scolaires distincts qui seront à tous égards assimilés à ceux des écoles publiques.

RÉCOMPENSES. — Aux termes de l'article 4 du décret du 6 juillet 1882,

(1) L'uniforme généralement adopté est celui porté par les bataillons de la ville de Paris à vareuse en drap bleu foncé, pantalon gris-bleu, béret bleu.

il est dit : « Tout bataillon scolaire recevra du ministre de l'instruction publique un drapeau spécial qui sera déposé, chaque année, dans celle des écoles dont les enfants auront obtenu, au cours de l'année, les meilleures notes d'inspection militaire. »

Cette distribution a lieu tous les ans à l'occasion de la Fête Nationale du 14 juillet. Le drapeau officiel porte d'un côté les noms du département et de la localité et de l'autre : DEVOIR et PATRIE avec les palmes universitaires.

Ajoutons que depuis 1883, M. le ministre de la guerre a fait inscrire au budget de son département un crédit de 4000 francs pour délivrer en son nom des prix aux élèves qui se seront le plus distingués par leur adresse au maniement du fusil, au tir, et aux exercices gymnastiques.

EFFECTIF. — Il y a actuellement en France et l'Algérie 109 bataillons scolaires constitués régulièrement, c'est-à-dire par arrêté préfectoral et conformément aux conditions imposées par le décret du 6 juillet 1882.

Ces 109 bataillons forment un effectif total de 43 922 enfants. — Beaucoup de départements n'ont qu'un seul bataillon, mais d'autres en ont plusieurs ; par exemple le département de la Seine, dans lequel 24 bataillons, comprenant 12 000 enfants, sont parfaitement organisés ; puis viennent le Nord (20 bataillons, 6165 enfants) ; la Charente-Inférieure (8 bataillons, 2288 enfants) ; la Seine-Inférieure (5 bataillons, 1695 enfants) ; la Gironde (5 bataillons, 1024 enfants) ; le Doubs (5 bataillons, 1800 enfants). A Belfort 1115 enfants sont répartis dans 3 bataillons.

D'après les rapports annuels des préfets, on constate que l'instruction militaire des bataillons scolaires fait de notables progrès ; ces heureux résultats sont dus aux instructeurs qui, pénétrés de la mission patriotique que leur a confiée le gouvernement, se consacrent avec le plus grand dévouement à développer chez les enfants les meilleurs germes de l'instruction et de l'éducation militaires.

Aussi, en quittant l'école et le bataillon scolaire, les enfants seront



LE REPOS

déjà h
tunés
imméd
Cett
la con
graphi
possib
ment

(1) L
militair
guemen
En co
d'instru
de ce h
18 déce

déjà habitués au maniement de l'arme, rompus à la marche, accoutumés « à se sentir les coudes dans le rang », agiles à une exécution immédiate des mouvements, dociles au commandement bref du chef.

Cette première instruction reçue à l'école et au bataillon scolaire, ils la continueront dans les nombreuses sociétés de gymnastique, de topographie et de tir dont le gouvernement encourage par tous les moyens possibles les courageux efforts¹, et ils arriveront au régiment déjà fortement initiés au rude métier du soldat.

(1) L'armée ayant intérêt à recevoir des hommes possédant un commencement d'instruction militaire, il a paru utile d'encourager les efforts des sociétés civiles autorisées qui a un enseignement spécial veulent ajouter celui du tir et des exercices militaires. »

En conséquence, lorsque les jeunes gens, à leur arrivée au corps, présenteront un brevet d'instruction militaire délivré par une de ces sociétés, leurs chefs directs pourront tenir compte de ce brevet, pour la formation des classes d'instruction des jeunes soldats. (Général Campenon, 18 décembre 1881.)

Désiré LACROIX.





ÉLÈVE SOLDAT.